

Fiche 1

Qu'est-ce que l'économie ?

I. L'objet de la science économique

- **Étymologie** : formé des termes grecs *oikos* et *nomos*, le mot désigne l'art de gérer la maisonnée, le domaine. Certains auteurs attribuent la paternité du terme à Xénophon (– 362 env.), et la « maison » dont il est question est le grand domaine agricole sur lequel repose la prospérité dans l'Antiquité grecque puis romaine.
- **Économie politique** : au xvii^e siècle, l'adjonction d'une épithète répond à l'extension du champ des préoccupations ; l'« économie politique » prend pour objet d'étude la « polis », la cité, et plus largement le pays ou la nation. Le premier *Traité d'économie politique* est publié en 1616 par Antoine de Montchrestien. Au début du xix^e siècle, pour l'école classique, l'économie politique était considérée comme la « recherche de la nature et des causes de la richesse des nations » (Smith, 1776), des « lois qui régissent la distribution du produit de la terre » (Ricardo, 1817), et des « lois des rouages du capitalisme » (Marx, 1867). Le dernier des classiques, Marx, sera aussi celui qui soulignera les conséquences sociales de l'industrialisation. La question du juste « partage du gâteau » émerge avec d'autant plus d'acuité que sa taille est condamnée à stagner à plus ou moins long terme selon les prophéties de l'*état stationnaire*.
- **L'approche néoclassique moderne** : la définition désormais standard est proposée par Robbins (1932) selon lequel « l'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre des fins et des ressources rares aux usages alternatifs ». Avec la « révolution marginaliste » de la fin du xix^e siècle (le courant néoclassique), l'économie politique devient « science économique », utilisant de plus en plus les outils mathématiques de la physique, gages de rigueur et de scientificité. La croissance n'est plus un sujet d'inquiétude, et l'intérêt va se porter sur l'étude des comportements individuels et le fonctionnement des marchés, dans une démarche « micro-économique ».
- **La démarche keynésienne** : crise de 1929 et dépression obligent, il apparaît que les marchés fonctionnent beaucoup moins bien que ce que prédisait la théorie, que la distribution spontanée de la richesse ne permet pas la poursuite de la prospérité, et le besoin d'une intervention extérieure se fait sentir. La discipline va évoluer de nouveau sous l'impulsion de John M. Keynes, qui proposera une nouvelle méthodologie, la macroéconomie, et un nouveau programme de recherche : les conditions dans lesquelles une économie de marché en crise peut retrouver le chemin de la prospérité. Jusqu'aux années 70, ce fut le cœur de la discipline. Mais là encore, sous la pression des événements (la stagflation

et les débuts de la mondialisation), elle connaîtra de nouvelles mutations pour adopter la forme qu'on lui connaît aujourd'hui.

- **L'économie comme méthode** : les préoccupations de l'économie ainsi définie vont encore s'élargir à tel point qu'on parle parfois d'un impérialisme de l'économie au sein des sciences humaines et sociales ; sous l'impulsion d'auteurs comme Gary Becker, l'économiste va s'intéresser à d'autres domaines a priori très éloignés des problèmes de richesse et de distribution : le mariage, le suicide, le crime, la religion... Pour Becker, l'économie ne se distingue pas tant par son objet que par l'approche qu'elle adopte : est économique tout ce à quoi on peut appliquer le calcul coût-avantage.

II. L'économie est-elle une science ?

On définit traditionnellement une science par son objet et sa méthode. En ce qui concerne l'*objet*, ce qui précède montre qu'il est mouvant et que rien ne dit qu'il ne changera pas encore. Cependant, le degré de scientificité d'une discipline s'apprécie également à l'aune de sa *méthode*. L'autonomisation de la discipline commence réellement avec Ricardo, et par la suite, toute la démarche néoclassique témoigne de la volonté de faire de l'économie une science, sur le modèle des sciences physiques en particulier. Toutefois, s'il existe quelques exceptions, la plupart des auteurs néoclassiques vont défendre une conception particulière de l'organisation sociale, un libéralisme économique plus ou moins tempéré. Si l'économie est également une « science morale » (Sen, 1999), la question est alors de savoir s'il est possible de tracer une frontière entre un discours descriptif et un autre qui se voudrait prescriptif.

- **Économie positive / économie normative** : on doit cette distinction à John Neville Keynes (le père de Maynard), qui isole trois activités distinctes dans le travail du scientifique : « On peut définir une science *positive* comme un ensemble de connaissances systématiques portant sur ce qui est ; une science *normative* ou *régulative*, comme un ensemble de connaissances systématiques relatif aux critères de ce qui doit être, et traitant donc de l'idéal par opposition au réel ; un *art*, comme un ensemble de règles pour atteindre une fin donnée. L'objet d'une science positive est d'établir des lois générales, celui de la science normative est la définition de l'idéal, et celui d'un art est la formulation de préceptes » (Keynes J. N., 1890).

Keynes illustre ces définitions par l'analyse économique de la fiscalité. L'approche positive va chercher à établir les *conséquences* d'un impôt sur les prix relatifs, les comportements des individus ou encore la croissance économique. En revanche, argumenter en faveur ou non d'une fiscalité progressive relève d'une approche normative, qui mobilise nécessairement la référence à quelque critère de justice sociale. Souhaiter la progressivité sous-entend qu'on est favorable à un certain degré de redistribution, ce qui ne va pas nécessairement de soi. Enfin, une fois l'idéal établi, l'art revient à préciser selon quelles modalités

la fiscalité choisie sera mise en œuvre de façon à l'approcher au plus près de l'idéal : quels revenus taxer, selon quel barème ?

- **Économie et idéologie** : l'économie se débat depuis longtemps avec le problème de la place qu'elle accorde à l'idéologie et le rapport qu'elles entretiennent mutuellement. Certains comme Gunnar Myrdal affirment qu'une théorie économique est nécessairement empreinte de jugements de valeur (Myrdal, 1958), tandis que d'autres estiment, à l'instar de J. N. Keynes, que la possibilité de construire une théorie strictement positive est un truisme. Selon Paul Feyerabend, toutes les sciences, à l'instar de la physique, n'ont jamais été exemptes de présupposés idéologiques, car toutes ont eu tendance à s'accrocher à des théories qui finissaient pourtant par échouer à expliquer la réalité du monde. C'est pour lui l'évolution du contexte politique et culturel qui est à l'origine du développement des idées scientifiques, et dès lors, idéologie et jugements de valeurs imprègnent nécessairement toute démarche scientifique (Feyerabend, 1975).

III. Économie et expérimentation

- **Les modèles en économie** : l'analyse économique contemporaine repose sur la construction de modèles, mathématiques ou non, et tout modèle est nécessairement une simplification de la réalité, une réduction de celle-ci à ce que le modélisateur estime être la quintessence du problème. Or, la modélisation repose sur des hypothèses et des postulats : une *hypothèse* est une proposition ou une explication qu'on se contente d'énoncer dans un premier temps avant de la confronter à la réalité et de la remettre éventuellement en cause, tandis qu'un *postulat* est une proposition essentielle au raisonnement et que le théoricien demande d'admettre car indémontrable mais intuitivement raisonnable. L'économiste est confronté à un problème majeur, qui tient à l'impossibilité de vérifier une théorie en procédant à des expériences, comme on le fait pourtant en physique ou dans d'autres disciplines. Pourtant, cette étape semble d'autant plus indispensable que des recommandations de politique économique sont souvent formulées dans la foulée des théories. L'économiste doit alors se contenter des « expériences » du passé (l'histoire et les statistiques). Mais l'une des locutions les plus employées dans le discours économique est « toutes choses égales par ailleurs » : c'est-à-dire que le raisonnement est construit en formulant toute une série de conditions sur ce qui est immuable dans le monde étudié. Or, le monde change, et les « expériences » du passé ont toutes les raisons de s'être déroulées dans un contexte radicalement différent de celui dans lequel la théorie a été construite.
- **La réfutabilité des théories** : pour Karl Popper, quelle que soit la science concernée, une hypothèse théorique ne peut jamais être vérifiée ; elle ne peut être jugée que provisoirement acceptable, car elle n'a pas encore été réfutée et remplacée par une autre. L'exemple classique est celui des « cygnes noirs » : quel

que soit le nombre de cygnes blancs observés jusqu'ici par les ornithologues, ces derniers ne peuvent en déduire que tous les cygnes sont blancs. En revanche, l'observation d'un seul cygne noir serait suffisante pour réfuter cette théorie. Une théorie est donc acceptable tant qu'elle n'a pas été réfutée (Popper, 1934). Dès lors, fi donc des hypothèses, puisque, de toute façon, il est exclu qu'elles puissent correspondre à la réalité. C'est le pas que franchira Milton Friedman : les hypothèses peuvent être fausses sans pour cela invalider la théorie ; ce qui compte, c'est la validité des prédictions qu'elle autorise (Friedman, 1953).

- **Les révolutions scientifiques et l'économie :** Kuhn (1962) propose une autre façon de répondre au problème : il décrit le conflit qui oppose une « science normale », ensemble de travaux prenant place dans un cadre théorique donné (un « paradigme ») et orthodoxe, à une « science révolutionnaire » qui tente de la remplacer en lui substituant un nouveau paradigme, censé être mieux à même de décrire la réalité devant les réfutations répétées du précédent. Puis, le nouveau paradigme devient dominant, s'installe lui-même dans le statut de « science normale » avant d'être confronté aux attaques d'une nouvelle « science révolutionnaire ».
- **L'économiste et la méthode expérimentale :** Cahuc et Zylberberg (2016) s'inscrivent en faux contre l'idée qu'il serait impossible de prouver quoi que ce soit en économie, et s'insurgent contre l'importance accordée selon eux à certains courants de pensée hétérodoxes dans le débat public au détriment de ce qui ferait consensus au sein du monde des économistes scientifiques. Ils défendent et illustrent l'idée qu'il est tout à fait possible d'avoir recours à l'expérimentation et de trancher ainsi un certain nombre de débats théoriques en s'inspirant de la démarche adoptée par la recherche en médecine. L'« expérimentation contrôlée » consiste à tester une mesure sur un échantillon donné et de comparer les résultats à un autre ne l'ayant pas subi. Enfin, il est aussi possible de s'inspirer d'autres disciplines, comme la psychologie : à l'instar des travaux de Kahnemann ou de Thaler, de nombreuses expériences de laboratoire ont permis de tester certains postulats de la microéconomie standard, comme la rationalité des agents. Les résultats de ce nouveau courant qu'est l'économie expérimentale montrent qu'il existe de nombreuses exceptions à ce principe (des « biais » de rationalité) et sont particulièrement utiles pour comprendre un peu mieux par exemple les soubresauts des marchés financiers.

Fiche 2

Consommation et épargne : définitions et tendances

I. La consommation et l'épargne des ménages

1.1. La consommation

Selon la comptabilité nationale, un *ménage* est constitué par tout individu ou tout groupe d'individus vivant sous un même toit (ex : un célibataire, un couple marié, une famille nombreuse). Les fonctions économiques principales des ménages consistent à fournir des *facteurs de production* aux autres agents et à utiliser les *revenus* de ces facteurs pour la *consommation* et/ou *l'épargne*.

La comptabilité nationale définit la *consommation* comme *l'opération économique qui consiste à acquérir des biens ou services pour satisfaire un besoin, ceux-ci étant destinés à être détruits immédiatement ou progressivement à travers leur utilisation*. Plus précisément, on distingue :

- *La consommation intermédiaire*, qui est le fait des entreprises : il s'agit de la transformation ou de la destruction de biens et de services dans le processus de production ;
- *La consommation finale des ménages* : elle concerne l'acquisition de biens et de services destinés à satisfaire directement les besoins d'un ménage. On distingue encore les *dépenses de consommation finale des ménages*, qui correspondent aux dépenses effectivement supportées par les ménages, et la *consommation effective des ménages*, qui recouvre l'ensemble des biens et services qu'utilisent effectivement les ménages, quelle que soit la manière dont ils sont financés : sont pris en compte certains services produits par les administrations et qui sont comptabilisés dans les *transferts sociaux en nature*.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dépense de consommation des ménages	1 100	1 113	1 122	1 142	1 164	1 191
Dépense de consommation finale des ISBLSM	42	43	44	45	46	48
Dépense de consommation finale des APU	323	329	337	342	346	353
Consommation effective des ménages	1 466	1 486	1 504	1 530	1 558	1 592

En milliards d'euros

Source : Comptes nationaux, base 2014 – Insee

Consommation effective des ménages par fonction aux prix courants

Il existe une autre distinction importante :

- *La consommation marchande* est l'acquisition de biens et de services sur un marché à un prix couvrant au moins leur coût de production.
- *La consommation non marchande* concerne les services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement (à un prix inférieur à la moitié de leur coût de revient) essentiellement par les administrations publiques et les ISBLSM (Institutions sans but lucratif au service des ménages).

1.2. L'épargne

L'épargne est définie comme la part du revenu disponible des ménages qui n'est pas utilisée en dépenses de consommation finale : il s'agit donc de la part du revenu qui reste disponible pour l'achat d'actifs physiques ou financiers. L'épargne n'est pas seulement le fait des ménages, mais au niveau macroéconomique c'est celle des ménages qui est réellement significative. L'épargne des ménages peut prendre deux formes :

- *L'épargne non financière* est consacrée à l'acquisition de biens immobiliers. Elle est le fait des ménages et des entreprises individuelles.
- *L'épargne financière* constitue ce que l'on appelle également la capacité de financement des ménages et est constituée d'actifs financiers (actions ou obligations par exemple), ou détenue sous forme liquide (thésaurisation).

Pour mesurer l'évolution de l'épargne des ménages, on utilise le *taux d'épargne*, (rapport de l'épargne brute au revenu disponible brut). L'analyse de sa composition passe ensuite par l'évaluation du *taux d'épargne financière* et celle du *taux d'épargne non financière* (ou taux d'investissement en logement).

II. L'évolution de la consommation

En 2017, les dépenses de consommation finale des ménages s'élevaient à 1191 mds d'euros alors que la consommation finale effective des ménages était de 1592 mds, pour un PIB de l'ordre de 2290 mds. Selon l'Insee, de 1959 à 2009, la consommation des Français a été multipliée par trois. Mais cette évolution a été irrégulière : pendant les Trente glorieuses, l'augmentation annuelle moyenne de la consommation était de 4,1% au niveau individuel. Depuis 1973, la consommation individuelle n'augmente plus que de 1,5% par an en moyenne. Par ailleurs, ces chiffres cachent de profonds changements dans la répartition du budget des ménages.

Engel (1857) a mis en évidence une relation stable entre les variations du revenu et l'évolution de certaines dépenses de consommation des ménages :

- La *première loi* stipule que plus une famille est pauvre, plus grand est le pourcentage du revenu qu'elle doit consacrer à l'alimentation. Cela s'explique tout d'abord par le fait que l'alimentation est un besoin primaire et constitue la priorité des ménages les plus pauvres. Par ailleurs, si les ménages les plus

fortunés consacrent certes un montant plus important à ce poste budgétaire, il existe un effet de saturation : ce n'est pas parce qu'on est deux fois plus riche que l'on mange nécessairement deux fois plus.

- Selon la *deuxième loi*, la part affectée aux dépenses de chauffage, d'éclairage, de vêtements et de logements est stable.
- La *troisième loi* montre enfin que la part du revenu consacrée aux dépenses d'éducation, de santé et de voyages augmente plus vite que le revenu.

	Coefficients budgétaires (en %)			
	1960	1975	1990	2007
Alimentation	38	30	27	25
Logement	16	20	18	19
Transport	11	15	18	18
Habillement	14	13	11	9
Santé	2	2	3	4
Communication, loisirs et culture	10	12	13	16
Service divers	7	8	9	11
Solde territorial	1	0	-1	-1
Total	100	100	100	100

Source : Insee, Comptes nationaux, base 2000.

Évolution de la structure de consommation depuis 50 ans

La première et la troisième semblent encore aujourd'hui pertinentes, mais la deuxième est aujourd'hui remise en question, en particulier en ce qui concerne le logement : la croissance soutenue des prix de l'immobilier ces dernières années, beaucoup plus rapide que celle du revenu national, a fortement accru la part des dépenses de logement des ménages.

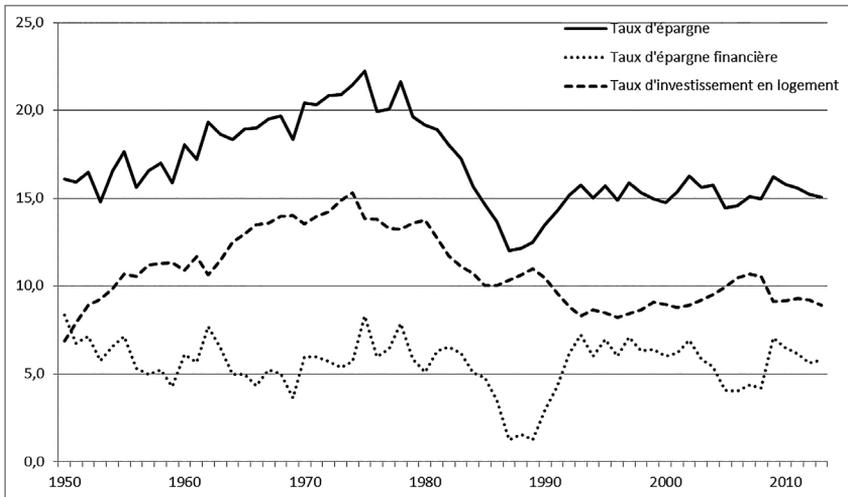
III. L'évolution de l'épargne

L'évolution du taux d'épargne des ménages depuis 1950 a été particulièrement chaotique, comme l'illustre la figure ci-dessous.

- Pendant les Trente glorieuses, le taux d'épargne a connu une hausse régulière et dépasse les 20 % à partir du début des années 70. C'est une logique keynésienne qui semble prévaloir : la hausse du revenu permet de dégager une épargne croissante.
- En revanche, à partir de 1974 et de la crise pétrolière, l'épargne des ménages semble répondre à une logique d'épargne de précaution conformément à l'analyse de Friedman : les ménages chercheraient à lisser leur consommation et

augmenteraient donc leur épargne, comprenant que la grande prospérité des Trente glorieuses est derrière eux.

- Entre 1978 et 1987, la baisse est continue dans un contexte de crise économique et d'inflation : l'envolée du chômage et les politiques économiques mises en place pénalisent à la fois le revenu et l'épargne. Tout se passe comme si les ménages puisaient dans leur épargne pour maintenir un niveau de consommation plus ou moins stable (effet de cliquet). Par ailleurs, il est possible que l'inflation ait progressivement découragé l'épargne des ménages, en érodant sa rémunération réelle.
- Le taux d'épargne remonte brutalement à partir de 1987 et oscille ensuite autour de 15 % depuis 1993. Le vieillissement de la population et les difficultés de financement du système de retraite par répartition peuvent l'expliquer, dans une logique de cycle de vie, tout comme la croissance des déficits et de l'endettement publics selon le principe de l'équivalence ricardienne.



Source : Insee, *Comptes nationaux*, base 2005.

Évolution du taux d'épargne des ménages

À partir de 1987, le taux d'épargne financière augmente brutalement et rejoint le taux d'investissement en logement. La libéralisation financière des années 80 a certainement contribué à orienter l'épargne des ménages vers des placements financiers plus nombreux et plus diversifiés. Enfin, depuis 2008, l'effondrement des marchés financiers auraient temporairement éloigné les ménages du marché financier et ramené une partie de leur épargne vers l'immobilier.